

8^e Comité régional des acteurs de la Transition énergétique et du climat

« Vers l'autonomie énergétique des territoires : SEM, SCIC, Sociétés citoyennes de production, ... les nouveaux acteurs de la production locale d'énergies renouvelables en Nouvelle-Aquitaine »

Hôtel de Région – Bordeaux – lundi 22 juin 2020

Compte rendu synthétique

Dans le contexte de la crise sanitaire Covid-19, le huitième Comité régional des acteurs de la Transition énergétique et du climat s'est déroulé en visioconférence. Il a été suivi par 224 participants. Ils ont posé 83 questions se rapportant spécifiquement au thème du comité. Les intervenants n'ont pas eu le temps de répondre à toutes. Un résumé des sujets abordés dont ceux se rapportant spécifiquement au thème et qui n'ont pas pu bénéficier d'une réponse est présenté en fin de document.

Un premier regard croisé, par des acteurs nationaux, a permis d'aborder les conditions d'une transition énergétique solidaire dans et par les territoires. Puis, un éclairage sur la création de valeur dans les territoires par les énergies renouvelables (EnR) et les démarches citoyennes a introduit les témoignages d'acteurs de Nouvelle-Aquitaine sur la dynamique locale d'autonomie énergétique par les EnR.

En introduction

Alain ROUSSET, Président du Conseil régional, interpelle l'auditoire sur la nécessité de disposer d'éléments de plus en plus précis sur les dynamiques émergentes d'efficacité énergétique des territoires. Il préconise une coordination régionale des actions sur ce sujet naissant. La Région veille au décloisonnement entre acteurs, en incitant fortement à croiser recherche, transfert technologique, formation et monde de l'entreprise. Il regrette que sur le sujet de la transition énergétique comme bien d'autres, l'État centralisateur ne délègue pas et entrave la transition climatique car les Régions n'ont pas toutes les cartes en mains. Il fait le parallèle avec les Länders allemands comme celui de Hesse, où les Régions bénéficient de pouvoirs permettant l'expérimentation à grande échelle, le développement des savoir-faire, la réalisation d'unités de méthanisation en moins de cinq ans, ... Il souligne que l'acceptation sociale, voire sociétale des énergies renouvelables n'est pas toujours acquise notamment sur l'éolien. Il faut entendre ces voix. Pour le solaire, des sauts technologiques importants sont nécessaires pour augmenter encore la productivité des installations et limiter ainsi leur impact sur l'environnement. L'axe stratégique EnR est aussi une opportunité pour l'implantation d'industries. L'hydroélectricité peut aussi connaître de nouveaux développements dans un contexte délicat de raréfaction de la ressource en eau. Il insiste donc sur la nécessité de trouver des solutions nouvelles, malgré les difficultés et d'encourager le dialogue citoyen pour réfléchir, en toute objectivité notamment au plan économique, sur l'autonomie énergétique à l'échelle infrarégionale. Il conclut sur l'importance que les personnes politiques assument des choix parfois contradictoires et partagent des projets crédibles comme à l'échelle des territoires TEPOS. Le doute et les questionnements sont indispensables à des avancées collectives pour massifier la transition énergétique.

Françoise COUTANT, Vice-Présidente en charge de la transition énergétique et du climat précise, tout d'abord, les fondements de la politique régionale qui repose sur le triptyque négaWatt : la sobriété, l'efficacité et le développement des énergies renouvelables. Elle évoque l'importance de politiques régionales de transition énergétique qui passent par une décentralisation assumée et non par des complexités permanentes nationales comme c'est le cas, encore récemment, avec la rénovation énergétique des bâtiments. Elle rappelle les objectifs de production de gaz vert (30 %), de part des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie finale à l'horizon 2030 (50 %) tels que fixés dans la Feuille de route Néo Terra et le SRADDET. Elle souligne l'importance d'une écoute et d'un accompagnement par la Région des acteurs qui font, au quotidien, la transition énergétique dans les territoires. Elle illustre quelques actions de la Région en faveur du soutien au développement des énergies renouvelables telles que le Fonds Terra Energies ou encore CIRENA qui implique directement les citoyens. Elle souligne la nécessité de privilégier les démarches d'appropriation des projets EnR plutôt que l'acceptation, car dans le premier cas ce sont les citoyens, les habitants qui conçoivent et concrétisent les réalisations sur leur propre territoire. Enfin, elle souhaite que la durée du processus administratif des projets EnR « qui prennent un temps fou » diminue significativement pour accélérer l'éclosion des initiatives comme celles qui vont être présentées aujourd'hui.

En première partie : Approche globale de la territorialisation de l'énergie

Pascal SOKOLOFF, Directeur général de la Fédération nationale des collectivités concédantes et régies présente les principes clef du Manifeste FNCCR, publié en septembre 2019, pour une transition énergétique solidaire dans et par les territoires. Il met en lumière, tout particulièrement, les idées suivantes :

- La décentralisation de la transition énergétique est indispensable mais ne doit pas viser l'isolationnisme énergétique. C'est un écueil à éviter ;
- Le rapprochement physique entre les lieux de production et de consommation en garantissant une efficacité économique et une cohérence politique (économies d'échelle, maîtrise des coûts, opérateurs de taille suffisante, optimisation de la localisation des sites de production, ...) ;
- La nécessité d'une sécurisation des liaisons (réseaux d'acheminement) qui relient souvent les territoires ruraux aux territoires urbains et l'impératif d'une vision énergétique globale à l'échelle de territoires pertinents et qui doit considérer la chaleur autant que l'électricité ;
- Une indispensable péréquation, à l'échelle régionale, de richesse entre les territoires producteurs et les territoires consommateurs ;
- Un appui public stable aux EnR notamment en phase d'émergence comme l'hydrogène ;
- La délimitation de mailles significatives pour une gestion économique pertinente permettant la péréquation à un coût faible comme pour le raccordement des méthaniseurs. Cela exige aussi une mutualisation des ressources, de l'expertise, des coûts, ... et un soutien tarifaire.

Il insiste sur le fait que l'énergie est un enjeu d'ordre public et ne peut pas être remise aveuglément entre les mains du marché. Les réponses de la Commission de régulation de l'énergie et de l'État ne sont pas, sur ce point, satisfaisantes. Les collectivités locales doivent pouvoir créer des services publics locaux de fourniture d'électricité et de gaz comme cela se développe à nouveau dans des pays européens, y compris certains comme au Royaume-Uni qui sont pourtant apparemment très libéraux.

Il conclut sur la pertinence d'un double échelon (région et communes) pour consolider une transition énergétique efficace autour des économies d'énergie, de la rénovation des bâtiments, de la mobilité propre, ... et en intégrant l'opportunité de la numérisation de la gestion de l'énergie.

Nicolas GARNIER, Délégué général de l'association nationale AMORCE, en prolongement de l'intervention précédente met en exergue le fait que :

- La France est bien en dessous de tous ses objectifs de transition énergétique et notamment en matière sociale avec la précarité énergétique qui touche de plus en plus de milliers de familles ;
- Les collectivités font beaucoup mais alors qu'elles explorent le champ des possibles elles sont confrontées à des limites comme l'implantation de l'éolien ;
- La France ne sait pas manager ses objectifs. L'État n'a pas su décentraliser et partager sa vision. Il manque un véritable dialogue de la part de l'État par une coconstruction avec les Régions puis d'elles aux intercommunalités ;
- Il manque des processus de responsabilisation sur l'énergie. Il faut que les territoires assument comme s'y exercent les TEPOS. Si un territoire TEPON (territoire à énergie négative) ne veut pas d'éolien, alors il faut qu'il assume une centrale au charbon, une centrale au fuel ou une centrale nucléaire. On pourrait, donc, imaginer une modulation des dotations liées à l'excellence énergétique d'un territoire. Concernant l'État, il manque un pilotage budgétaire national transparent à intégrer dans toutes les lois de finances ;
- La fiscalité écologique devrait être dédiée/tracée, par exemple avec une partie reversée aux Régions et aux intercommunalités pour les programmes opérationnels de transition énergétique d'autant que des compétences, donc des obligations, leur ont été transférées. Le volume annuel souhaitable serait de 5 milliards d'euros soit 50 % de la manne annuelle perçue par l'État. La préconisation vaut pour l'actuel sujet de la programmation de la rénovation énergétique ;
- Dans le domaine de la jungle de la rénovation énergétique, il manque clairement de contrôle des opérations par un véritable service public ;
- Un rééquilibrage doit s'opérer entre les distributeurs et les Autorités organisatrices de distribution de l'énergie (AODE), c'est-à-dire les collectivités, et ce au profit de ces dernières pour un développement territorial des énergies renouvelables ;
- L'urgence d'un plan national chaleur renouvelable (géothermie, solaire thermique, chaufferies biomasse, ...) car la France a des objectifs élevés mais dans les faits le retard est de grande ampleur ;
- L'avenir est à la participation locale dans le développement des énergies renouvelables. Il faut un déverrouillage pour que les citoyens s'investissent et investissent ;
- Un soutien affirmé est nécessaire pour le développement, à grande échelle, du biogaz ainsi que la levée des freins juridiques sur la réglementation qui freine de très nombreux projets ;
- Les actuels Appels d'offres pour les énergies renouvelables sont nationaux donc ne prennent pas en compte la diversité des situations géographiques, freinant de fait les EnR et créant des déséquilibres entre régions ;
- Le plan de relance économique post-Covid-19 doit être réellement énergétique et favoriser la création de valeur dans les territoires.

Yannick REGNIER, Responsable de projets Territoires France au CLER-Réseau pour la transition énergétique introduit son propos en rappelant l'intérêt de la démarche TEPOS. Elle a été initiée par une ONG : le CLER, il y a plus de 10 ans. C'est avant tout une vision politique de l'énergie et non pas un processus technique. L'objectif n'est pas de créer des « îles énergétiques » mais de générer de la valeur par et sur les territoires eux-mêmes. La démarche TEPOS, c'est aussi une approche globale qui dépasse la seule thématique de l'énergie. Si l'on parle méthanisation, on traite de l'agro-écologie, si l'on aborde la rénovation thermique des bâtiments, on lutte contre la précarité des ménages. Il illustre, par

quelques exemples français, l'importance d'un investissement qui ne repose pas uniquement sur la puissance publique mais associe les entreprises locales et les habitants. Enfin, à partir des résultats de l'étude économique qui sera très prochainement publiée par le CLER, il indique que les retombées économiques sur le territoire sont bien plus élevées quand les projets sont en portage local. Il y a ainsi 8 fois plus de valeur locale créée par rapport à un projet exogène.

Julien ARNAULD, animateur national et responsable des formations Énergie partagée, avant d'exposer les points saillants de l'étude statistique de terrain sur les retombées économiques locales des projets citoyens d'énergies renouvelables, donne quelques précisions clefs sur Énergie partagée. Ces « Don Quichotte de l'énergie » ont apporté de premières solutions pratiques dans un contexte français défavorable, de longue date, à la décentralisation de l'énergie. Énergie partagée favorise à la fois les échanges de conseils et d'expériences entre porteurs de projets et accompagne techniquement et financièrement le développement d'unités de production. Il précise les modalités d'une réalisation Énergie partagée : ancrage local, exigences écologiques, pas de démarche spéculative et une gouvernance ouverte. La différence de la philosophie d'action avec des projets exogènes s'exprime clairement dans les objectifs de rendement financier : autour de 5 % pour Énergie partagée contre le double pour des investisseurs classiques.

Il confirme l'importance pour les territoires des flux financiers générés, hors retombées fiscales, par les projets développés localement. Les données présentées corroborent l'étude du CLER présentée précédemment. L'étude montre qu'en moyenne 1 euro citoyen investi génère 2,5 euros directement perçu par le territoire. Enfin, il indique que si à l'origine Énergie partagée rassemblait uniquement des citoyens, aujourd'hui les collectivités locales y sont très investies.

Le premier temps d'échanges est l'occasion de préciser quelques points sur :

- La Monnaie locale est-elle utilisée en France pour la réalisation de projets d'unités de production d'EnR ? Ce n'est pas encore le cas, même si cette voie commence à être explorée dans quelques projets en France !
- L'état d'avancement de la valorisation calorifique des eaux usées en milieu urbain ? Quelques opérations pilote ont été conduites dans les années 2000 avec des résultats mitigés. De nouvelles installations pourraient être prometteuses !
- Pour réussir la transition énergétique ne peut-on pas inverser la démarche négaWatt, c'est-à-dire commencer par les énergies renouvelables ? Sans remettre en cause le triptyque négaWatt et dans un souci de cohérence globale, on peut effectivement et c'est le cas déjà dans plusieurs territoires, concrétiser des réalisations EnR qui, par leurs recettes, peuvent financer des opérations de maîtrise de l'énergie ou d'efficacité énergétique. Il y a, alors, nécessité d'expliquer la démarche globale en associant au plus près la population !

En seconde partie : Dynamique néo-aquitaine par les témoignages d'acteurs

En introduction, **Françoise Coutant** attire l'attention sur la nécessité d'une solidarité interterritoriale entre ceux qui ont des ressources naturelles facilement exploitables et valorisables et ceux qui manquent de capacités potentielles.

Nicolas GENTE, Directeur d'AVERGIES présente la dynamique forte et diversifiée de la récente SEM (avril 2019) créée en Lot-et-Garonne par le Syndicat départemental d'énergie (Territoire d'énergies 47), avec l'engagement des 319 communes majoritairement rurales. Il apporte, en amont de la présentation des premières réalisations, les précisions suivantes sur la stratégie d'AVERGIES :

- Dans un premier temps développement du solaire photovoltaïque, de la méthanisation et des infrastructures de recharge bioGNV principalement et dans un second temps l'hydrogène, le stockage d'énergie et à moyen terme l'éolien ;
- Des modes d'action variées (développement en propre, co-développement avec partenaires privés ou prise de participation), mais toujours avec un fil conducteur : la gouvernance partagée et la participation citoyenne systématique dans une logique de développement local. AVERGIES est d'ailleurs membre du réseau CIRENA ;
- Une attention particulière à intégrer les projets au plus près de la vision des collectivités locales géographiquement concernées.

Il insiste sur la nécessité de co-construire, très en amont, les projets et de forger des alliances fortes entre les différentes SEM comme c'est bien le cas en Nouvelle-Aquitaine et avec les groupes citoyens : CLER, Énergie partagée et CIRENA. Les perspectives de développer localement les réalisations comme c'est le cas en Allemagne sont importantes et enthousiasmantes.

Eric BELLOUIN, Président d'ENrèze (Tulle) expose les différentes étapes, lancées en 2014, pour la création de la SEM et ce autour d'une alliance de communes souhaitant mutualiser et développer les chaufferies bois sur un territoire forestier qui, pourtant, valorisait peu le bois énergie. Il relève le fait qu'une naissance en 6 ans peut paraître longue, mais il fallait construire un projet commun et partagé avec une économie du bois-énergie pas évidente au regard d'autres combustibles. Il fallait aussi « casser » les habitudes. Il précise que l'objectif est triple : valoriser les ressources locales, garantir une gestion forestière durable et gagner en compétences d'ingénierie (technique, financière) EnR. Il annonce que la gestion de 8 chaufferies devrait être effective en 2021 et qu'un partenariat est en construction avec la collectivité d'Uzerche. Enfin, à moyen terme, la SEM a la volonté d'intégrer une société citoyenne de production. Il attire l'attention sur la nécessité d'un partenariat équilibré entre les zones rurales et les zones urbaines et donne l'exemple de l'extraction/destruction de matières premières présentes en milieu rural à laquelle s'ajoute l'usure des réseaux routiers secondaires qui reste à la charge du second.

Nicolas LAFARIE, Directeur d'Enerlandes rappelle, en introduction, que la SEM a été créée en 2009. C'est une SEM pionnière de la Nouvelle-Aquitaine voulue par le Président d'alors du Département des Landes : Henri Emmanuelli. Le but, dès l'origine, était de développer toutes les potentialités des EnR. Il met en évidence les particularismes suivants :

- L'origine de la création avec une participation de 72 % au capital du Département ;
- Au moins 80 % des recettes générées restent donc sur le département ;
- Un appui conséquent des services du Département et de nombreux intervenants extérieurs pour garantir la bonne conception et réalisation collective des projets ;
- Valorisation prioritaire des gisements PV présents sur les terres artificialisées ;
- Privilégier la participation majoritaire aux sociétés de projet pour conforter l'investissement local ;

- Attention particulière pour un partenariat fort avec les collectivités locales et ce pour partager, au mieux, une vision globale de la transition énergétique ;
- L'installation d'unités PV en toitures en intégrant dans le projet la rénovation globale du bâtiment.

Il précise les prochaines priorités : développer le parc d'ombrières de parking, renforcer l'utilisation de terrains artificialisés, poursuivre la valorisation des petites surfaces sans écarter des installations de grande taille sur du foncier public et concrétiser le très récent Appel à manifestation d'intérêt « PV flottant » lancé par l'Institut de l'ADOUR pour 22 retenues d'eau existantes.

Le premier temps d'échanges est l'occasion de préciser quelques points sur :

- Pour AVERGIES, le modèle économique des ombrières est-il le même que celui des toitures ? Concernant les puissances inférieures à 100 KWc, c'est effectivement le même. En revanche, les structures étant plus coûteuses, AVERGIES ne verse pas de loyer d'occupation aux collectivités, celles-ci bénéficiant en contrepartie d'ombre gratuite pour les utilisateurs de parkings !
- Quelle politique d'AVERGIES pour associer les démarches citoyennes et l'investissement financier citoyen ? AVERGIES souhaite développer rapidement cette dynamique locale et plusieurs pistes sont actuellement à l'étude : participation directe, financement de dettes via le crowdfunding, ... Dorénavant, sur chaque projet, ces possibilités seront étudiées !
- Énergie partagée souligne l'importance d'une participation citoyenne directe pour aller au-delà d'un retour financier. L'important, pour les territoires, c'est l'implication dans la gouvernance via la prise de capital. C'est une différence fondamentale entre projet participatif et projet citoyen !
- Que pensez-vous de la pyrogazéification qui permettrait la remise en production de forêts en impasse sylvicole ? AVERGIES a réalisé, récemment, un diagnostic de la situation. Des possibilités techniques commencent à émerger notamment pour valoriser la biomasse forestière et certains déchets. Cependant, le modèle économique est encore immature. A moyen terme, cela constitue une voie possible. C'est d'ailleurs pour cela que la Région soutient financièrement des premières initiatives en phase pilote ou pré-industrielle !
- Quels sont les financements de la Région en faveur du photovoltaïque ? Le soutien régional porte, par exemple, sur les installations en autoconsommation, l'animation du réseau de développement des projets citoyens dont la plupart est du photovoltaïque, ou encore la participation au Fonds d'investissement régional Terra Energies. L'important est de consolider un mix énergétique en fonction des territoires et de diversifier les énergies renouvelables pour qu'il n'y ait pas que du solaire au sud et de l'éolien au nord de la Nouvelle-Aquitaine !

Daniel FENAUX, Directeur général de 24 Périgord Énergies, explique que la SEM est née en avril 2017, à l'initiative du SDE Périgord et en s'associant avec SERGIES (Vienne), avec la volonté d'un développement rapide d'où un capital de démarrage à hauteur de 5,7M €. Celui-ci a été presque doublé (10 M€) en février 2020. La stratégie est la diversification et la création de plusieurs filiales en propre ou en association avec des entreprises locales pour développer rapidement des toitures solaires (location), des bâtiments photovoltaïque, des ombrières, des parcs au sol... Il y a donc une volonté clairement affichée de générer des emplois, de consolider des partenariats ancrés sur le territoire départemental mais aussi au-delà. La diversification passera par l'hydroélectricité y compris la micro-hydraulique, l'autoconsommation, l'éclairage public sur des zones d'activité avec stockage et enfin la méthanisation.

Il insiste sur l'importance d'un développement réellement local avec des fonds publics pour éviter que des développeurs privés extérieurs réalisent des projets puis les revendent à des développeurs et des fonds d'investissement étrangers au territoire. L'enjeu est bien que la valeur ajoutée reste en

Dordogne. Enfin, il précise que l'éolien n'est pas à l'ordre du jour actuellement car il n'y a pas encore de consensus au niveau de la population.

Pierre-Emmanuel Belot, Chargé de développement d'Énergies Midi Atlantique signale, tout d'abord, que c'est une collectivité locale du sud de la Charente-Maritime qui est à l'origine de la SEM créée en 2018, même si le SDE 17 est l'actionnaire majoritaire. L'activité s'est centrée sur la biomasse (10 nouveaux projets en cours), le solaire photovoltaïque en toiture et au sol et s'étend, géographiquement, sur le nord Gironde et le sud-ouest de la Charente. Il regrette que l'application actuelle de la loi Littoral empêche la réalisation d'unités de production photovoltaïque sur d'anciennes décharges ou d'autres types de surface artificialisée. L'ambition est de diversifier le mix énergétique en développant le solaire thermique, la micro-hydraulique y compris en zone littorale et la géothermie basse température. La SEM a également investi dans une unité batteries d'1 mégawatt pour le réseau de transport d'électricité et a réalisé un cadastre solaire sur les quatre intercommunalités investies dans la création de la SEM.

Christophe PICARD, Directeur du Syndicat Energies Haute-Vienne présente la toute dernière SEM de la Nouvelle-Aquitaine : Élina. Elle est née le 5 mars 2020, fruit du partenariat entre deux syndicats départementaux d'énergie, ceux de la Creuse et de la Haute-Vienne. Elle sera donc active sur ces deux départements et au-delà. Il met en lumière le fait qu'Élina est un outil de mise en œuvre publique des stratégies départementales de transition énergétique (TE). C'est donc le résultat d'un travail de 4 années de diagnostic et de réflexion sur une vision globale de la TE à l'échelle départementale.

La capitalisation est à majorité publique, avec l'objectif de doubler celle-ci à l'horizon 2024. Il explique qu'une telle dynamique repose sur un travail très amont et déjà réalisé : un portefeuille varié de projets. De très nombreux projets seront donc rapidement en phase opérationnelle : PV, méthanisation notamment sur la Creuse, micro-hydraulique par convergence entre patrimoine bâti et EnR.... Pour l'éolien, il admet que c'est un peu plus compliqué. Il annonce qu'il y a, aussi, une pré-étude de pyrogazéification avec le Centre universitaire de Limoges.

Il explique que la vision stratégique d'Élina est d'être un facilitateur entre tous les acteurs et un outil d'appropriation sociale de la transition énergétique. La gouvernance publique va permettre de faciliter la naissance des projets par l'investissement concret des élus locaux. Il souligne aussi qu'un des objectifs est de dégager des revenus de court terme pour aussi agir sur des investissements au temps de retour beaucoup plus long : la rénovation énergétique et la mobilité durable.

Enfin, il attire l'attention de la Région sur l'intérêt du renouvellement de la convention Territoires d'énergie Nouvelle-Aquitaine avec la collectivité régionale qui ne peut que conforter les dynamiques publiques collectives dont il est question à ce COPTEC.

Pierre GUILLON, co-fondateur bénévole de la SAS Citoyenne Solaire présente cette initiative originale d'engagement citoyen dans la production directe d'énergies renouvelables, avec des premières réalisations en Haute-Vienne et Nord-Dordogne. L'histoire est partie d'un des premiers projets français d'éolienne citoyenne à Rilhac-Lastours (mise en fonctionnement en 2017) et s'élargit aujourd'hui à des installations solaires de petite puissance avec la participation de collectivités locales en zone rurale. Il détaille l'organisation de ce collectif qui implique très concrètement des particuliers, près d'une centaine. Il précise d'une part que la gestion est entièrement bénévole, et d'autre part que l'électricité vendue à l'origine à EDF le sera de plus en plus à Enercoop.

Enfin, il indique que plusieurs projets photovoltaïque sont en cours pour des puissances de 36 à 100 KW avec un ciblage particulier pour des bâtiments agricoles d'élevage ainsi que la formation d'élus communautaires. La Citoyenne solaire a une volonté d'essaimage de ce modèle de transition énergétique de proximité.

Le troisième temps d'échanges est l'occasion d'aborder les points suivants :

- Comment la Région va intéresser les élus locaux à la mise en œuvre des objectifs Climat-air-énergie du SRADDET ?

Il y a déjà une bonne connaissance par les territoires des objectifs, car ils sont le fruit d'un patient travail de co-construction. Cependant, il est nécessaire dans la mesure où le SRADDET est dorénavant officiellement approuvé de revenir vers les territoires pour expliquer, exposer et échanger sur les objectifs et les règles SRADDET. Le COPTEC avait programmé ce retour vers les territoires, à l'échelle départementale, ce printemps mais La programmation est donc envisagée pour fin 2020 !

- Pourquoi les SEM ne se sont pas emparées de la géothermie ?

Les potentiels géothermiques sont inégalement répartis sur la Nouvelle-Aquitaine. De plus, plusieurs réalisations passées montrent que la durabilité des technologies n'est pas toujours au rendez-vous passé 10 ans, alors que les investissements sont très souvent d'ampleur. Il faut réinvestir ce domaine, mais c'est complexe !

- Comment éviter les grands projets PV et éoliens privés, souvent portés par des fonds d'investissement étrangers qui consomment des espaces agricoles et forestiers, en les transformant en projet collectif local ?

Pour reprendre la main sur ce qui se fait sur son territoire, il faut qu'élus locaux et citoyens créent eux-mêmes une dynamique territoriale. L'énergie est un bien commun, il ne faut pas en être spolié. Des solutions doivent être absolument trouvées pour éviter que des investisseurs peu scrupuleux promettent des opérations au modèle économique farfelu mais qui bloquent de facto, pour de longues années, le potentiel de projets locaux qui eux sont économiquement fiables. Il est donc important que les SEM échangent entre elles, soient des régulateurs des projets et que les collectivités locales soient la « porte d'entrée » des opérateurs qui veulent investir sur leur territoire. On ne peut plus laisser des territoires être spoliés. La gouvernance publique est indispensable. Enfin, l'énergie reste encore un sujet complexe et il y a donc besoin d'une acculturation !

- Quelles collaborations et articulations entre les SEM et les collectifs citoyens porteurs de projets EnR ?

Tout d'abord, les SEM ont de plus en plus d'échanges entre elles et le réseau Territoire d'énergie Nouvelle-Aquitaine (TENAQ) y contribue. De plus, au niveau national, la FNCCR monte en puissance sur le sujet des SEM EnR. A l'échelle locale, il apparaît une complémentarité entre les SEM et les groupes citoyens, notamment avec une différence sur la puissance des projets d'unités de production. Dans les SEM, on parle en MW alors que dans les collectifs citoyens, on parle en centaines de KW !

- Pourquoi, pour les projets citoyens, choisir le statut d'une SAS plutôt que celui d'une SEM ?

Le statut SAS était le seul moyen pour réaliser aisément le projet entre citoyens et accueillir facilement de nouvelles personnes qui veulent rentrer au capital !

- Quelles sont les ressources en personnel de chaque SEM quand les projets EnR sont en propre ?

Les SEM acquièrent des compétences nouvelles (ingénierie, commercial, ...) et sont en plein développement, ce qui entraîne une augmentation du nombre de salariés. Par exemple, la SEM 24 Périgord Énergies est passée d'un à quatre salariés et devrait prochainement encore recruter !

En conclusion du 8^e Comité régional des acteurs de la Transition énergétique et du Climat, Madame Françoise Coutant annonce :

- L'École d'été pluridisciplinaire : « Transitions Énergétiques : innovations, gouvernance et sociétés », organisée par la Chaire TRENT du 31 août au 4 septembre 2020, à Bordeaux ;

- Le thème du 9^e Comité régional COPTEC, en décembre 2020 : « Lowtech au service de la transition énergétique : sobriété énergétique, technologies douces, approche passive, matière grise plutôt qu'énergie grise » ;

- La création, fin juillet, d'une nouvelle rubrique COPTEC sur le site internet de la Région : « S'adapter aux dérèglements climatiques en Nouvelle-Aquitaine, elles et ils l'ont fait ». Les membres du COPTEC en seront informés spécifiquement.

Concernant ce Comité, elle rappelle que l'ensemble des interventions, le compte-rendu synthétique, le document « ressources » référençant une documentation sélectionnée sur le thème ainsi que plusieurs fiches techniques complémentaires d'information seront mis en ligne début juillet.

Enfin, elle remercie les intervenants pour l'exercice réussi de présentations riches et denses dans une configuration peu commune et celles et ceux qui ont suivi, à distance, la séance.

Résumé des sujets abordés et se rapportant spécifiquement au thème du comité dans les questions non traitées en séance :

- Les limites possibles du développement de l'énergie éolienne (l'accès aux terres rares, l'acceptabilité sociale, la robustesse du modèle économique, la valeur ajoutée pour le territoire et les risques environnementaux) ;
- La proximité entre lieux de production et lieux de consommation pour préserver les espaces ruraux ;
- La transition énergétique dans le secteur de la mobilité (déplacement des personnes et des marchandises) ;
- Les premiers résultats encourageants des TEPOS, en Nouvelle-Aquitaine, comme démonstrateurs de l'autonomie énergétique territoriale ;
- La nécessité de simplifier les procédures administratives pour réaliser le Schéma régional de raccordement au réseau des énergies renouvelables (S3REnR) afin de tenir les objectifs du SRADDET ;
- La diversification du photovoltaïque avec de premières réalisations en Nouvelle-Aquitaine en Flottovoltaïque ;
- Le Manifeste FNCCR comme outil de sensibilisation des élus locaux ;
- Le soutien de la Région aux projets en matière d'EnR.

Énergie partagée, à l'occasion des 10 ans de leur mouvement, publie une Bande dessinée : « Ma Propre Énergie » à l'adresse de toutes et tous, petits et grands.

Disponible en ligne : <https://energie-partagee.org/energie-citoyenne/web-bd-ma-propre-energie/>